

LE TEMPS

recherche Mercredi 15 janvier 2014

L'an 1 de la science en Europe

Par Nicolas Dufour

Horizon 2020, le nouveau plan de l'UE, promet 79 milliards d'euros aux chercheurs et aux entreprises. Les Suisses sont sur la ligne de départ

L'organisateur de l'événement, le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation, attendait 250 participants. Ils sont 500. Ces jours se tient à Berne le lancement en Suisse du nouveau programme de recherche européen, dit «Horizon 2020», qui couvrira les années 2014 à 2020. Le raout a lieu au centre de congrès du Stade de Suisse, soulignant la métaphore sportive: pour les scientifiques suisses, la course commence. Et leur affluence montre l'ampleur de leur intérêt. Il y a beaucoup d'argent en jeu. Même si l'accord entre la Suisse et l'UE n'est pas encore signé, les chercheurs helvétiques peuvent déjà concourir en déposant des projets.

Horizon 2020 suit le septième programme-cadre de l'UE, qui s'est achevé fin 2013. Et durant lequel les Suisses ont plutôt brillé. Selon des chiffres estimatifs, ils ont pu placer 3084 projets et ont raflé 1,8 milliard d'euros de subsides pour une mise nationale de 1,6. Toutefois, avec son nouveau plan, la Commission européenne veut jouer bien plus gros. Elle accroît les moyens de 30%, avec une enveloppe de 79 milliards d'euros pour sept ans. La Suisse participera à hauteur de 4,4 milliards de francs.

Mardi, durant une brève conférence de presse, le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann et la commissaire à la recherche, l'innovation et la science, Maire Geoghegan-Quinn, chantent les beautés de la collaboration entre la Suisse et l'UE dans ce domaine. Le ministre suisse dépeint le «défi, pour toute l'Europe, de concevoir des innovations du laboratoire jusqu'au marché». La responsable irlandaise indique que «l'innovation se traduit en termes d'emploi et de compétitivité: la Suisse le sait mieux que quiconque». Questionnée sur la fragilité de ces 79 milliards en période de crise, alors que le budget divise les ministres chaque année, elle assure: «Nous étions positivement surpris que les premiers ministres acceptent de préserver cette enveloppe. Ce budget ne sera pas remis en question.» Au sujet des votes sur l'immigration prévus en Suisse dès le 9 février, dont une acceptation pourrait ébranler les accords bilatéraux, le propos est plus général, plus tranchant aussi: «La libre circulation des personnes est centrale dans nos relations avec la Suisse.»

Dans la grande salle, entre les responsables politiques et les centaines de scientifiques, les contours du nouveau programme se précisent, ainsi que ses promesses pour les Suisses. Ceux-ci boivent du petit-lait en entendant Robert-Jan Smits, le bras droit de la commissaire: «Vous êtes au sommet à bien des niveaux, les infrastructures, les réseaux internationaux...» Mais il avertit: «Le défi est de rester au top, par exemple en surmontant une difficulté à identifier les technologies émergentes.» Maire Geoghegan-Quinn, qui semble bien connaître le complexe système helvétique, ajoute: «Les hautes écoles spécialisées pourraient participer davantage...»

Selon la commissaire, Horizon 2020 constitue «un nouveau départ pour l'UE». Le changement de nom par rapport aux programmes-cadres n'est pas que cosmétique; il y a bien mise à zéro du système, pour des espoirs démultipliés. Tel que décrit par les hauts fonctionnaires de l'UE, le programme présente des aspects en fait assez contrastés. D'abord, promesse majeure après des années d'accablement administratif des chercheurs, Robert-Jan Smits le jure: il y aura «considérable simplification» des procédures, car jusqu'ici, «nous étions obsédés par le contrôle». Ensuite, la formulation des appels à projets sera «moins prescriptive», permettant à des projets plus innovants ou inédits de trouver place dans le dispositif. Cependant, le directeur général s'empresse d'ajouter que «les citoyens veulent des réponses précises à des problèmes». Et de citer le défi climatique, la santé avec l'âge ou la congestion des grandes villes. En insistant sur le rôle accru que devront jouer les PME, principales pourvoyeuses d'emplois dans l'UE comme en Suisse, pour qui 20% des sommes seront réservées.

Analysant les nouveaux programmes, Denis Duboule, de l'Université de Genève et l'EPFL, y voit parfois la continuation des précédents, ou de salutaires améliorations qui augmentent la complémentarité avec les pourvoyeurs de ressources nationaux, comme le Fonds national suisse. Il relève toutefois une tendance un peu plus dirigiste («top-down») du côté de l'UE, que compensera le bond spectaculaire des bourses du Conseil européen de la recherche, de 7,8 à 13 milliards d'euros.

Les Suisses devraient tirer leur épingle du jeu. Cependant, Maire Geoghegan-Quinn prévient: «La concurrence sera rude.» D'autres pays misent tout autant sur la recherche, et s'affairent déjà devant les guichets de l'UE.

LE TEMPS © 2014 Le Temps SA